



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 56.314/4
du 23 juin 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution de l'Accord de
Coopération du 2 mars 2007
entre l'État fédéral, la Région
flamande, la Région wallonne et
la Région de Bruxelles-Capitale
relatif à l'exécution de la
Convention sur l'interdiction de
la mise au point, de la
fabrication, du stockage et de
l'emploi des armes chimiques et
sur leur destruction, faite à Paris
le 13 janvier 1993'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 56.314/4
van 23 juni 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van het
Samenwerkingsakkoord van
2 maart 2007 tussen de Federale
Staat, het Vlaamse Gewest, het
Waalse Gewest en het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
betreffende de uitvoering van de
Overeenkomst tot verbod van de
ontwikkeling, de productie, de
aanleg van voorraden en het
gebruik van chemische wapens
en inzake de vernietiging van
deze wapens, gedaan te Parijs, op
13 januari 1993'

Le 7 mai 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'Accord de Coopération du 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 juin 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 juin 2014.

*

Op 7 mei 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs, op 13 januari 1993'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 juni 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 juni 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DU PROJET

Le 13 janvier 1993 a été signée à Paris la Convention 'sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction' (dénommée ci-après « la Convention »), à laquelle la Belgique est partie.

Cette Convention comporte trois annexes : l'Annexe sur les produits chimiques, l'Annexe sur l'application de la convention et la vérification (« Annexe sur la vérification ») et l'Annexe sur la protection de l'information confidentielle (« Annexe sur la confidentialité »).

Les articles I à V de la Convention organisent un régime d'interdiction de la fabrication et de l'utilisation des armes chimiques.

L'article VI, § 1^{er}, de la Convention, dispose que :

« Chaque État partie a le droit, sous réserve des dispositions de la présente Convention, de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir d'une autre manière, de conserver, de transférer et d'utiliser des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs à des fins non interdites par la présente Convention ».

Le paragraphe 2 de la même disposition précise ce qui suit :

« Chaque État partie soumet les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs qui sont inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 de l'Annexe sur les produits chimiques ainsi que les installations liées à ces produits chimiques et les autres installations visées à l'Annexe sur la vérification qui sont situées sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à des mesures de vérification selon les dispositions de l'Annexe sur la vérification ».

Il ressort des paragraphes 3 à 5 de la même disposition que chaque État partie est tenu de soumettre respectivement les produits chimiques inscrits au tableau 1 au régime spécifié dans la sixième partie de l'Annexe sur la vérification, les produits chimiques inscrits au tableau 2 au régime spécifié dans la septième partie de l'Annexe sur la vérification et les produits chimiques inscrits au tableau 3 au régime spécifié dans la huitième partie de l'Annexe sur la vérification.

La loi spéciale du 12 août 2003 'modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles' a rétabli l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 4^o, la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', en ce sens qu'est désormais une compétence régionale « l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements ».

Les matières régies par la Convention relevant ainsi à la fois des compétences fédérales et régionales, un accord de coopération relatif à l'exécution de cette Convention fut conclu le 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale (dénommé ci-après : l'accord de coopération).

Le chapitre III de cet accord de coopération, intitulé « Régime des activités non interdites et devoir d'information », contient une série d'habilitations, tant au Roi qu'aux Régions, en vue de réglementer la production, l'importation, l'exportation et le transit, des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs à des fins non interdites par la Convention.

L'arrêté en projet a pour objet d'exécuter ces habilitations en ce qui concerne l'Autorité fédérale.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 5 du projet trouvant, à tout le moins pour partie ¹, un fondement légal dans l'article 108 de la Constitution, il y a lieu d'insérer dans le préambule un alinéa 1^{er} nouveau rédigé comme suit :

« Vu l'article 108 de la Constitution ; ».

¹ Voir ci-après l'observation relative à l'article 5.

2. Il y a lieu également de mentionner, au titre de base légale, tous les articles et subdivisions d'articles de l'accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993', qui procurent un fondement juridique au projet ².

L'alinéa 1^{er} (devenant l'alinéa 2) sera dès lors complété par les mots « , les articles 6, § 2, 2°, et 7, § 2 ».

3. La loi du 4 juin 2007 'portant assentiment à l'Accord de coopération du 2 mars 2007 concernant l'exécution de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction', visée à l'alinéa 2, ne procure pas de fondement juridique au projet.

La mention de cette loi sera omise.

4. Le visa de l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit ³ :

« Vu l'avis 56.314/4 du Conseil d'État, donné le 23 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Il y a lieu d'écrire « Article 1^{er} » au lieu de « Art. 1^{er} » ⁴.

2. L'article 1^{er} sera complété par un 3° dans lequel les tableaux 1, 2 et 3 seront définis comme tableaux 1, 2 et 3 repris à la partie B de l'Annexe sur les produits chimiques à la Convention.

Article 2

L'article 2 n'a pas de portée réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et ne sera dès lors pas examiné.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 52, a).

Article 3

1. Les obligations sont exprimées en conjuguant les verbes à l'indicatif présent ⁵.

Dans la phrase introductive du paragraphe 1^{er}, les mots « doit faire l'objet » seront dès lors remplacés par les mots « fait l'objet ».

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « devront être » seront remplacés par le mot « sont ».

Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « doit avoir lieu » seront remplacés par les mots « a lieu ».

2. Si telle est l'intention des auteurs du projet, le paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le transfert a pour objet de la saxitoxine à des fins médicales ou de diagnostic et si la quantité transférée est égale ou inférieure à 5 milligrammes, la déclaration préalable du transfert a lieu au plus tard 24 heures avant ce transfert ».

Article 4

1. Dans la seconde phrase, les mots « doit être » seront remplacés par le mot « est » ⁶.

2. Dans la version néerlandaise du 2^o, la première phrase doit être revue afin de correspondre à la version française, laquelle constitue la reproduction exacte de l'Annexe sur la vérification à la Convention, partie VI, B, § 6, b), dont le texte français ⁷ fait foi en application de l'article XXIV de la Convention.

3. Aux 1^o et 2^o, le premier mot de l'énumération débutera chaque fois par une minuscule et non par une majuscule.

Article 5

L'article 5 du projet est relatif aux données qui doivent être fournies à l'Autorité nationale en vertu de l'article 8, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 2 mars 2007. Cette dernière disposition ne confère aucune habilitation au Roi qui autoriserait celui-ci à adopter des dispositions complémentaires à celles contenues dans l'Annexe sur la vérification à la Convention.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 3.11.1.

⁶ Voir ci-dessus la première observation relative à l'article 3.

⁷ « b) Quantité acquise auprès d'autres États ou transférée à d'autres États parties ». Voir également le texte anglais de cette disposition, lequel fait également foi : « b) The quantity acquired from other States or transferred to other States Parties ».

Interrogé sur le fondement juridique de l'article 5 du projet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« L'article 8, § 1^{er} de l'accord de coopération ne contient effectivement aucune habilitation explicite au Roi à définir les données dont la transmission est requise. Le but de l'article 5 de l'AR est de préciser les informations devant figurer dans ces déclarations (en conformité avec la Convention) ainsi que les délais dans lesquels ces déclarations doivent être transmises à l'autorité compétente. La détermination du délai est une décision nationale, permettant à l'autorité nationale de disposer de suffisamment de temps pour transmettre les déclarations à l'OIAC selon l'échéance prévue dans la Convention ».

La compétence du Roi de fixer des délais inférieurs⁸ ou supérieurs⁹ à ceux fixés dans l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, paragraphes 15 et 16, trouve un fondement juridique dans l'article 108 de la Constitution¹⁰, ces délais constituant des délais maximum ou minimum pouvant être adaptés par les États parties.

L'article 108 de la Constitution justifie également qu'il soit précisé, à l'article 5, 1°, b), b5), du projet, « ainsi que, pour chaque livraison, la quantité, l'identité du destinataire et le but de chaque livraison ». L'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, paragraphe 15, b, v, réserve en effet à cet égard une possibilité de choix¹¹ aux Parties contractantes.

En revanche, il n'appartient pas à un arrêté royal de paraphraser des dispositions d'une norme hiérarchiquement supérieure¹², et encore moins de s'en écarter¹³.

L'article 5 sera revu de manière à ne porter que sur les deux points relevés ci-dessus, au sujet desquels l'Annexe sur la vérification à la Convention laisse un pouvoir d'appréciation aux États parties (fixation d'un délai de transmission des données respectivement inférieur ou supérieur à nonante jours, obligation d'indiquer la quantité, l'identité du destinataire et le but de chaque livraison).

*

⁸ Comparer l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, phrase introductive du paragraphe 15, et la phrase introductive de l'article 5, 1°, du projet.

⁹ Comparer l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, phrase introductive du paragraphe 16, et la phrase introductive de l'article 5, 2°, du projet.

¹⁰ Voir ci-dessus la première observation relative au préambule.

¹¹ Ainsi qu'il résulte des termes « devraient être indiqués » figurant dans cette disposition.

¹² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

¹³ L'article 5 du projet s'écarte sur plusieurs points de l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, paragraphes 13 à 16. Ainsi, les mots « y compris les inventaires du matériel et les schémas détaillés », figurant dans l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, paragraphe 15, c) *in fine*, ne sont pas repris à l'article 5, 1°, c), du projet. Par ailleurs, les mots « de consommer ou de stocker », figurant à l'article 5, 2°, b), b2), du projet, ne figurent pas dans l'Annexe sur la vérification à la Convention, sixième partie, D, paragraphe 16, b), ii.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWERP

Op 13 januari 1993 werd in Parijs de Overeenkomst ‘tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens’ ondertekend waarbij België partij is (hierna “het verdrag” genoemd).

Dat verdrag telt drie bijlagen: de Bijlage inzake stoffen, de Bijlage inzake uitvoering en verificatie (“Verificatiebijlage”) en de Bijlage inzake de bescherming van vertrouwelijke informatie (“Vertrouwelijkheidsbijlage”).

De artikelen I tot V van het verdrag voorzien in een verbodsregeling op het produceren en gebruiken van chemische wapens.

Artikel VI, paragraaf 1, van het verdrag luidt als volgt:

“Elke Staat die Partij is bij dit Verdrag heeft het recht, behoudens de bepalingen van dit verdrag, giftige stoffen en hun voorlopers te ontwikkelen, te produceren, anderszins te verwerven, in bezit te houden, over te dragen en te gebruiken voor ingevolge dit Verdrag niet verboden doeleinden”.

Volgens paragraaf 2 van dezelfde bepaling:

“onderwerpt elke Staat die Partij is bij dit Verdrag giftige stoffen en hun voorlopers genoemd in de Lijsten 1, 2 en 3 van de Bijlage inzake stoffen, met die stoffen verband houdende inrichtingen en andere inrichtingen als bedoeld in de Verificatiebijlage, die zijn gelegen op zijn grondgebied of op een andere plaats onder zijn rechtsmacht of toezicht, aan verificatiemaatregelen als bedoeld in de Verificatiebijlage”.

Uit de paragrafen 3 tot 5 van dezelfde bepaling blijkt dat elke staat die bij dit verdrag partij is, ertoe gehouden is om, respectievelijk, de stoffen van lijst 1 te onderwerpen aan de regeling die is omschreven in afdeling VI van de Verificatiebijlage, de stoffen van lijst 2 te onderwerpen aan de regeling die is omschreven in afdeling VII van de Verificatiebijlage en de stoffen van lijst 3 te onderwerpen aan de regeling die is omschreven in afdeling VIII van de Verificatiebijlage.

De bijzondere wet van 12 augustus 2003 ‘tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen’ heeft artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ hersteld in die zin dat “de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie, en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie evenals van producten en technologieën voor tweeërlei gebruik, onverminderd de federale bevoegdheid inzake de in- en uitvoer met betrekking tot het leger en de politie en met naleving van de criteria vastgesteld in de Gedragscode van de Europese Unie op het stuk van de uitvoer van wapens” thans een gewestbevoegdheid is.

Doordat de bij het verdrag geregelde aangelegenheden aldus zowel onder de federale als onder de gewestbevoegdheden vallen, werd op 2 maart 2007 een samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering van dit verdrag gesloten tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna “het samenwerkingsakkoord” genoemd).

Hoofdstuk III van dat samenwerkingsakkoord, dat het opschrift “Regime van de niet verboden activiteiten en informatieverplichting” draagt, verleent zowel aan de Koning als aan de gewesten een aantal machtigingen om een regeling te treffen voor de productie, in-, uit- en doorvoer van giftige stoffen en hun voorlopers voor ingevolge het verdrag niet verboden doeleinden.

Het ontworpen besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan die machtigingen, voor zover ze de federale overheid betreffen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Aangezien artikel 5 van het ontwerp, althans gedeeltelijk¹, rechtsgrond ontleent aan artikel 108 van de Grondwet, dient in de aanhef een nieuw eerste lid te worden toegevoegd dat als volgt moet worden geredigeerd:

“Gelet op artikel 108 van de Grondwet;”.

¹ Zie verderop de opmerking over artikel 5.

2. Ook moeten alle voor het ontwerp rechtsgrond opleverende artikelen en onderverdelingen van artikelen van het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘betreffende de uitvoering van de Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993’, worden vermeld als wettelijke basis.²

Het eerste lid (dat het tweede lid wordt) moet bijgevolg worden aangevuld met de woorden “de artikelen 6, § 2, 2°, en 7, § 2”.

3. De wet van 4 juni 2007 ‘houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens’, waarnaar wordt verwezen in het tweede lid, levert voor het ontwerp geen rechtsgrond op.

De vermelding van die wet dient te vervallen.

4. De verwijzing naar het advies van de Raad van State moet als volgt worden geredigeerd:³

“Gelet op advies 56.314/4 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In plaats van “Art. 1” moet “Artikel 1” worden geschreven.⁴

2. Artikel 1 dient te worden aangevuld met een onderdeel 3° waarin de lijsten 1, 2 en 3 worden gedefinieerd als de lijsten 1, 2 en 3 opgenomen in deel B van de Bijlage inzake stoffen bij het verdrag.

Artikel 2

Artikel 2 is niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en behoort bijgevolg niet te worden onderzocht.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 52, a).

Artikel 3

1. Om een verplichting weer te geven wordt gebruik gemaakt van het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft, vervoegd in de tegenwoordige tijd.⁵

In de inleidende zin van paragraaf 1 dienen in de Franse tekst de woorden “doit faire l’objet” te worden vervangen door de woorden “fait l’objet”.

In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden “moeten [...] worden gestuurd” te worden vervangen door de woorden “worden [...] gestuurd”.

In paragraaf 2, tweede lid, dienen de woorden “moet [...] worden gedaan” te worden vervangen door de woorden “wordt [...] gedaan”.

2. Als zulks de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, dan zou paragraaf 2, tweede lid, beter kunnen worden gesteld als volgt:

“Als de overdracht saxitoxine betreft voor medische of diagnostische doeleinden en in hoeveelheden van 5 milligram of minder, wordt in afwijking van het eerste lid de voorafgaande kennisgeving gedaan uiterlijk 24 uur vóór die overdracht”.

Artikel 4

1. In de tweede zin dienen de woorden “moet [...] worden gestuurd” te worden vervangen door de woorden “wordt [...] gestuurd”.⁶

2. De eerste zin van de bepaling onder 2° in de Nederlandse tekst dient te worden herzien zodat hij overeenstemt met die in de Franse tekst, die de exacte weergave is van de Verificatiebijlage, afdeling VI, B, paragraaf 6, b), waarvan de Franse tekst met toepassing van artikel XXIV van het verdrag authentiek is.⁷

3. In de bepalingen onder 1° en 2° dient het eerste woord van de opsomming te beginnen met een kleine letter in plaats van met een hoofdletter.

Artikel 5

Artikel 5 van het ontwerp heeft betrekking op de gegevens die overeenkomstig artikel 8, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 aan de Nationale Autoriteit dienen te worden medegedeeld. Die laatste bepaling verleent geen enkele machtiging aan de

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 3.11.1.

⁶ Zie de eerste opmerking hierboven met betrekking tot artikel 3.

⁷ “b) Quantité acquise auprès d’autres États ou transférée à d’autres États parties”. Zie ook de Engelse tekst van die bepaling, die eveneens authentiek is: “b) The quantity acquired from other States or transferred to other States Parties”.

Koning die hem in staat zou stellen bepalingen aan te nemen ter aanvulling van die welke zijn opgenomen in de Verificatiebijlage.

Op de vraag omtrent de rechtsgrond van artikel 5 van het ontwerp heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“L'article 8, § 1^{er} de l'accord de coopération ne contient effectivement aucune habilitation explicite au Roi à définir les données dont la transmission est requise. Le but de l'article 5 de l'AR est de préciser les informations devant figurer dans ces déclarations (en conformité avec la Convention) ainsi que les délais dans lesquels ces déclarations doivent être transmises à l'autorité compétente. La détermination du délai est une décision nationale, permettant à l'autorité nationale de disposer de suffisamment de temps pour transmettre les déclarations à l'OIAC selon l'échéance prévue dans la Convention”.

De bevoegdheid van de Koning om termijnen vast te leggen die korter⁸ of langer⁹ zijn dan die welke zijn vastgelegd in de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, paragrafen 15 en 16, vindt rechtsgrond in artikel 108 van de Grondwet,¹⁰ aangezien die termijnen maximum- of minimumtermijnen zijn die kunnen worden aangepast door de Staten die Partij zijn.

Op grond van artikel 108 van de Grondwet is het eveneens gerechtvaardigd om in artikel 5, 1°, b), b5), van het ontwerp te verduidelijken: “alook, voor elke zending, de hoeveelheid, de ontvanger en de doeleinden van elke zending”. De Verificatiebijlage, afdeling VI, D, paragraaf 15, b, v, kent daartoe immers een keuzemogelijkheid¹¹ toe aan de verdragsluitende Partijen.

Daartegenover staat dat in een koninklijk besluit bepalingen van een hiërarchisch hogere norm niet mogen worden geparafraseerd,¹² laat staan dat van die norm mag worden afgeweken.¹³

⁸ Vergelijk de inleidende zin van paragraaf 15 van de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, met de inleidende zin van artikel 5, 1°, van het ontwerp.

⁹ Vergelijk de inleidende zin van paragraaf 16 van de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, met de inleidende zin van artikel 5, 2°, van het ontwerp.

¹⁰ Zie de eerste opmerking hierboven met betrekking tot de aanhef.

¹¹ Zoals dat volgt uit de woorden “devraient être indiqués” in de Franse tekst van die bepaling.

¹² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

¹³ Artikel 5 van het ontwerp wijkt op vele punten af van de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, paragrafen 13 tot 16. Zo zijn de woorden “met inbegrip van inventarislijsten van apparatuur en gedetailleerde schema's” in de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, paragraaf 15, c) *in fine*, niet overgenomen in artikel 5, 1°, c), van het ontwerp. De woorden “verbruikt of opgeslagen” in artikel 5, 2°, b), b2), van het ontwerp komen overigens niet voor in de Verificatiebijlage, afdeling VI, D, paragraaf 16, b), ii.

Artikel 5 dient te worden herzien zodat het enkel betrekking heeft op de twee punten die hierboven worden aangehaald, in verband waarmee de Verificatiebijlage een inschattingbevoegdheid overlaat aan de Staten die Partij zijn (vaststelling van een termijn voor de gegevensoverdracht van respectievelijk minder of meer dan 90 dagen; verplichting om voor elke zending de hoeveelheid, de identiteit van de ontvanger en het doeleinde op te geven).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY